

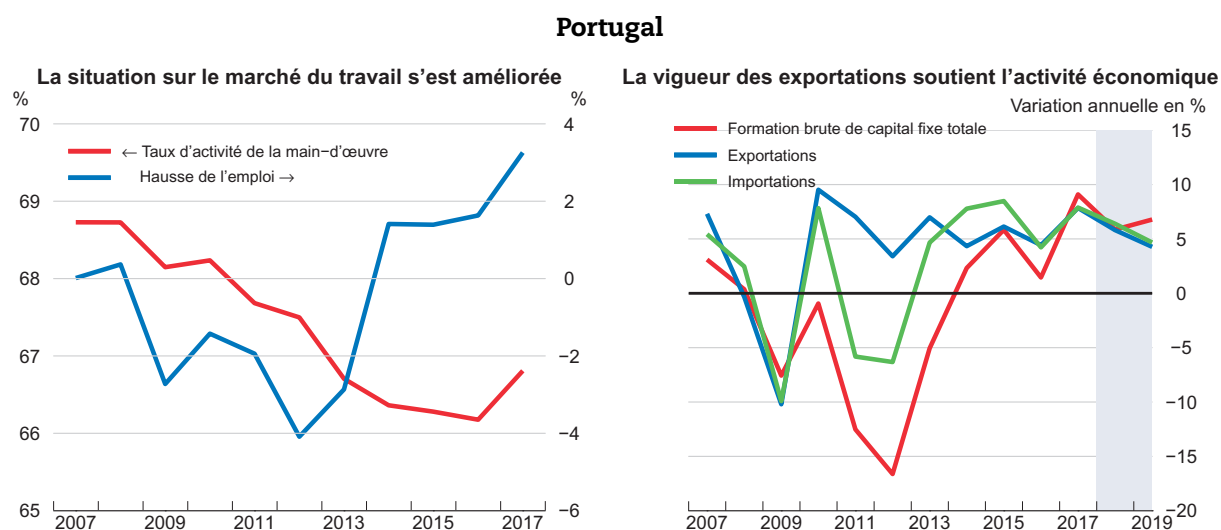
PORTUGAL

La croissance du PIB devrait rester supérieure à 2 % en 2018 et en 2019. La reprise continuera à bénéficier des réformes antérieures et d'une situation favorable sur le plan du commerce extérieur et de la demande intérieure. Une hausse du taux d'absorption des fonds structurels de l'UE en 2018 soutiendra l'activité d'investissement. La croissance de la consommation restera solide, compte tenu du dynamisme de la progression de l'emploi.


L'orientation de la politique budgétaire sera modérément expansionniste en 2018 avant de devenir globalement neutre en 2019. Cela est opportun sachant qu'il convient de préserver la viabilité des finances publiques à moyen terme, mais sans freiner la reprise économique. Des réformes de nature à rehausser la productivité et ayant pour effet d'améliorer les compétences pourront renforcer la vigueur de la reprise. Parmi elles figurent des mesures supplémentaires pour accroître l'efficacité du système d'enseignement professionnel et faciliter l'accumulation de compétences dans l'enseignement général. Ce dernier bénéficierait d'une amélioration de la formation des enseignants et de l'aide aux élèves qui risquent de prendre du retard.

La situation économique intérieure et extérieure s'est améliorée

La croissance économique s'est amplifiée en 2017, sous l'effet d'une progression de la demande intérieure et des exportations. La forte croissance de l'emploi dans l'industrie manufacturière comme dans les services a soutenu la consommation privée. L'amélioration de la situation sur le front de l'emploi a été à l'origine d'une hausse sensible du taux d'activité. Le commerce extérieur et l'investissement ont tous deux été dopés par une conjoncture plus favorable sur les principaux marchés d'exportation du Portugal, notamment ceux de l'Union européenne, mais aussi par la récente modernisation des capacités de production dans le secteur de la construction automobile. Abstraction faite de



Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n°103.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933730465>

Portugal : **Emploi, revenu et inflation**


| | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 |
|--|--------------------------------------|---|-------|-------|-------|-------|
| | Prix courants milliards de EUR | Pourcentage de variation, en volume (prix de 2011) | | | | |
| PIB aux prix du marché | 173.1 | 1.8 | 1.6 | 2.7 | 2.2 | 2.2 |
| Consommation privée | 114.1 | 2.3 | 2.1 | 2.3 | 1.9 | 1.9 |
| Consommation publique | 32.2 | 1.3 | 0.6 | -0.2 | 0.7 | -0.1 |
| Formation brute de capital fixe | 26.0 | 5.8 | 1.5 | 9.1 | 5.9 | 6.8 |
| Demande intérieure finale | 172.3 | 2.6 | 1.7 | 2.9 | 2.4 | 2.4 |
| Variation des stocks ¹ | 0.5 | 0.1 | -0.1 | -0.1 | 0.1 | 0.0 |
| Demande intérieure totale | 172.8 | 2.7 | 1.6 | 2.8 | 2.4 | 2.4 |
| Exportations de biens et services | 69.4 | 6.1 | 4.4 | 7.8 | 5.8 | 4.3 |
| Importations de biens et services | 69.0 | 8.5 | 4.2 | 7.9 | 6.4 | 4.7 |
| Exportations nettes ¹ | 0.3 | -0.9 | 0.1 | 0.1 | -0.2 | -0.1 |
| <i>Pour mémoire</i> | | | | | | |
| Déflateur du PIB | — | 2.0 | 1.5 | 1.4 | 1.4 | 1.3 |
| Indice des prix à la consommation harmonisé | — | 0.5 | 0.6 | 1.6 | 1.1 | 1.7 |
| IPCH sous-jacent ² | — | 0.6 | 0.9 | 1.2 | 0.5 | 1.7 |
| Taux de chômage (% de la population active) | — | 12.4 | 11.1 | 8.9 | 7.5 | 6.6 |
| Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible) | — | -3.2 | -2.2 | -2.6 | -4.0 | -4.5 |
| Solde financier des administrations publiques ³ (% du PIB) | — | -4.4 | -2.0 | -3.0 | -0.7 | -0.2 |
| Dette brute des administrations publiques (% du PIB) | — | 150.7 | 147.6 | 148.1 | 145.0 | 141.6 |
| Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht (% du PIB) | — | 128.8 | 129.9 | 125.7 | 123.1 | 120.0 |
| Balance des opérations courantes (% du PIB) | — | 0.1 | 0.6 | 0.5 | -0.3 | -0.5 |

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors énergie, alimentation, alcool et tabac.

3. Sur la base des comptes nationaux.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933731396>

facteurs ponctuels (dont la recapitalisation de la grande banque publique), la politique budgétaire a eu un impact globalement neutre sur l'activité économique en 2017.

L'atonie de la croissance de la productivité compromet la viabilité de la reprise

L'investissement public stimulera la croissance économique en 2018, l'orientation de la politique budgétaire étant modérément expansionniste et le taux d'absorption des fonds structurels de l'UE devant augmenter nettement. Si les déficits budgétaires ont considérablement diminué depuis 2010, la dette publique demeure très élevée. Dans ce contexte, la réduction prévue du déficit budgétaire est souhaitable.

La consommation des ménages a bénéficié de l'amélioration de la situation du marché du travail et d'un léger ralentissement du rythme de désendettement du secteur privé. Toutefois, la faible croissance de la productivité du travail continue à freiner la consommation et l'investissement. Le système éducatif pourrait aller plus loin pour améliorer les niveaux de qualification et réduire la corrélation entre les résultats d'apprentissage et les milieux socioéconomiques. Il est par exemple possible d'accroître l'efficacité du système d'enseignement professionnel et d'apporter une aide personnalisée plus importante aux élèves qui risquent de prendre du retard.

Les pouvoirs publics ont fait part de leur intention d'engager des réformes fiscales pour les prochaines années. Comme les foyers de condition modeste ont une propension marginale à consommer plus élevée, les réformes évoquées visant à renforcer la progressivité du barème de l'impôt sur le revenu et pour verser un complément de revenu aux ménages à faibles revenus pourraient stimuler l'activité économique. Ces mesures favoriseront aussi la cohésion sociale. Il est toutefois possible d'augmenter la part des impôts moins générateurs de distorsions dans la structure de la fiscalité : pour l'instant en effet, les impôts sur le patrimoine jouent seulement un rôle mineur et les taux préférentiels de l'impôt sur la consommation occasionnent des pertes de recettes considérables.

La croissance fléchira mais restera solide

La croissance devrait fléchir légèrement, mais rester soutenue. L'amélioration continue de la situation du marché du travail stimulera la croissance de la consommation. Une nouvelle résorption progressive des ressources économiques inutilisées provoquera une remontée modérée de l'inflation au cours des prochaines années. Une intensification des tensions géopolitiques, se traduisant par une hausse notable et durable des cours du pétrole, aurait également des effets négatifs sur l'économie portugaise compte tenu du fait que le Portugal est un importateur net de pétrole. La remise en cause de certains aspects des réformes du marché du travail déjà menées, notamment des « banques d'heures » individuelles, pourrait avoir un impact néfaste sur la croissance de l'emploi. Des événements négatifs sur le plan économique ou financier pourraient aujourd'hui peser très fortement sur l'économie puisque l'encours élevé de la dette publique limite la capacité de réaction de la politique budgétaire.